

Gordon T. Haig (*Plaintiff*) *Appellant*;

and

Ralph L. Bamford, Nairn Hagan, Alfred R. Wickens and John Gibson (*Defendants*)
Respondents.

1975: November 13, 14; 1976: April 1.

Present: Laskin C.J. and Martland, Judson, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson. Beetz and de Grandpré JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR
SASKATCHEWAN

Negligence — Chartered accountants — Preparation of defective financial statement — Statement relied on by investor to his loss — Identity of investor not known to accountants — Right of recovery.

One Scholler carried on a woodworking business as sole proprietor. Early in 1964, following a fire, the Saskatchewan Economic Development Corporation (Sedco) agreed to advance Scholler \$34,000 for the purpose of establishing a plant to undertake millwork and the manufacture of furniture, conditional upon incorporation of the sole proprietorship. A company was incorporated and some months later it became apparent that there was a serious shortage of working capital. Scholler approached Sedco for a further loan of \$20,000 which was approved, contingent upon (i) production of a satisfactory audited financial statement of the company for the period from the date of incorporation, February 10, 1964, to March 31, 1965, and (ii) the infusion of \$20,000 of equity capital.

Instructions were issued to a firm of chartered accountants, of which the respondents were partners, to prepare the required financial statement and Scholler began a search for an outside investor. He made it known to the accountants that he was seeking an investor. The statement, when completed, showed that the operations of the company were profitable; the potential was promising, and a \$20,000 loan from Sedco and \$20,000 of equity money would provide necessary working capital. Influenced by these considerations, the appellant purchased in mid-August, 1965, shares in the capital stock of the company for \$20,075 and guaranteed the bank loan to the extent of \$20,000.

Notwithstanding the addition of \$40,000 in capital, the company was again troubled within a short time by a serious cash shortage. An investigation disclosed that a

Gordon T. Haig (*Demandeur*) *Appelant*;

et

Ralph L. Bamford, Nairn Hagan, Alfred R. Wickens et John Gibson (*Défendeurs*)
Intimés.

1975: les 13 et 14 novembre; 1976: le 1^{er} avril.

Présents: Le juge en chef Laskin et les juges Martland, Judson, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson, Beetz et de Grandpré.

EN APPEL DE LA COUR D'APPEL DE LA
SASKATCHEWAN

Négligence — Comptables agréés — Préparation d'un état financier erroné — Pertes subies par un investisseur qui s'était fié à l'état financier — Les comptables ignoraient l'identité de l'investisseur — Droit de recouvrement.

Un certain Scholler exploitait, à titre de propriétaire unique, une entreprise d'ébénisterie. Au début de 1964, à la suite d'un incendie, Saskatchewan Economic Development Corporation (Sedco) a consenti à Scholler un prêt de \$34,000 afin qu'il construise une usine de menuiserie et fabrication de meubles, sous réserve de la constitution en corporation de l'entreprise à propriétaire unique. La compagnie a été constituée en corporation mais, quelques mois plus tard, Scholler faisait face à de graves difficultés de trésorerie. Il s'est alors adressé à Sedco pour obtenir un autre prêt de \$20,000 qui fut approuvé, mais sous deux réserves: (i) la production d'un état financier de la compagnie vérifié et satisfaisant, du 10 février 1964, date de sa constitution en corporation, au 31 mars 1965 et (ii) un apport en capital de \$20,000 d'une autre source.

Une société de comptables agréés, au sein de laquelle les intimés sont associés, reçut instructions de dresser l'état financier demandé et Scholler s'est mis à la recherche d'un investisseur. Il a porté ses démarches à la connaissance des comptables. Une fois terminé, l'état financier indiquait que la compagnie était une exploitation rentable et que sa situation était prometteuse; un prêt de \$20,000 de Sedco et une mise de fonds de \$20,000 constitueraient un fonds de roulement adéquat. Influencé par ces données, l'appelant a acheté, à la mi-août 1965, pour \$20,075 d'actions du capital social de la compagnie et a garanti l'emprunt bancaire à concurrence de \$20,000.

Nonobstant l'apport de \$40,000 en capital, peu de temps après la compagnie se trouvait de nouveau aux prises avec de sérieuses difficultés de trésorerie. Des

\$28,000 prepayment received by the company in March 1965 on two contracts, upon which work had not started, had been treated as if the work had been completed and the moneys earned. The \$28,000 had been credited to revenue by the company's bookkeeper rather than shown as a liability. The accountants had failed to spot the error.

Instead of making a profit in the period, as shown by the statement, the company had suffered a loss; instead of buying into a thriving business, as the financial statement would have suggested, the appellant bought into a distressed enterprise which never showed a profit. During the six months from March 31, 1965, to August 31, 1965, a net loss of \$21,460.10 was sustained. By early December, the company had reached the limit of its bank line of credit. To meet the payroll the appellant made a further investment of \$2,500, matched by a like amount from Sedco. A meeting of creditors, held late in the month, decided against further support and at year-end, the company ceased business. The appellant lost the \$20,075 paid for shares, the loan of \$2,500, and \$6,500 under the bank guarantee. He sued the accountants, the company and Scholler to recover \$20,075 and \$2,500 but later discontinued against Scholler and the company.

The trial judge allowed recovery. An appeal by the accountants was allowed by a majority of the Court of Appeal, and an appeal by the investor to this Court followed.

Held: The appeal should be allowed and the trial judgment reinstated, subject only to disallowance of the claim of \$2,500.

Per Laskin C.J. and Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson and Beetz JJ.: The respondents owed the appellant a duty to use reasonable care in the preparation of the accounts. Also, in representing to have done an audit when they were aware that an audit had not been done, the respondents were guilty of a serious dereliction of duty.

The appellant placed justifiable reliance upon a financial statement which the accountants stated presented fairly the financial position of the company as at March 31, 1965. The accountants prepared such statements for reward in the course of their professional duties. The statements were for benefit and guidance in a business transaction, the nature of which was known to the accountants. The accountants were aware that the company intended to supply the statements to members of a

recherches révélèrent que la compagnie avait reçu en mars 1965 un paiement anticipé de \$28,000 pour deux contrats. Les travaux en question n'avaient pas encore débuté, mais le paiement avait été inscrit comme s'ils étaient terminés et l'argent gagné. Le comptable de la compagnie avait crédité les \$28,000 au compte de résultat plutôt qu'au passif. Les comptables n'avaient pas décelé l'erreur.

Loin d'avoir fait les bénéfices indiqués dans l'état financier, c'est une perte que la compagnie avait subie: au lieu d'investir dans une entreprise prospère, comme le suggérait l'état financier, l'appelant avait placé son argent dans une compagnie périlante qui n'avait jamais enregistré de bénéfices. En six mois, entre le 31 mars 1965 et le 31 août 1965, la compagnie a accusé une perte nette de \$21,460.10. Au début décembre, la compagnie avait atteint le plafond de sa marge de crédit bancaire. Afin de payer les employés, l'appelant a dû investir encore \$2,500, et Sedco, une somme identique. Les créanciers se sont réunis à la fin du mois et ont décidé de ne plus soutenir la compagnie; à la fin de l'année, cette dernière a fermé ses portes. L'appelant a perdu \$20,075, la valeur de ses actions, son prêt de \$2,500 et \$6,500 en caution bancaire. Il a intenté une action contre les comptables, la compagnie et Scholler pour recouvrer les \$20,075 et les \$2,500, mais il a, par la suite, abandonné les poursuites contre Scholler et la compagnie.

Le juge de première instance a accueilli l'action en recouvrement. La majorité des juges de la Cour d'appel a accueilli l'appel interjeté par les comptables. L'investisseur a alors interjeté un pourvoi devant cette Cour.

Arrêt: Le pourvoi doit être accueilli et le jugement de première instance rétabli, mais en ne faisant toutefois pas droit à la demande de \$2,500.

Le juge en chef Laskin et les juges Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson et Beetz: Les intimés ont envers l'appelant l'obligation de faire preuve de diligence raisonnable dans la préparation du bilan. De plus, en déclarant qu'il y avait eu vérification alors qu'ils savaient que ce n'était pas le cas, les intimés ont gravement failli à leur devoir.

L'appelant était justifié de s'en remettre à l'état financier qui, d'après les comptables, représentait équitablement la situation financière de la compagnie au 31 mars 1965. Les comptables ont dressé ces états contre rémunération dans le cadre de leur activité professionnelle. Ils devaient servir dans une transaction commerciale, dont les comptables connaissaient la nature. Ces derniers savaient que la compagnie avait l'intention de présenter les états aux membres d'un groupe très restreint. L'ap-

very limited class. The appellant was a member of the class. The fact that the accountants did not know his name was not of importance. There was no good reason for distinguishing between the case in which a defendant accountant delivers information directly to the plaintiff at the request of his employer (*Candler v. Crane, Christmas & Co.*, [1951] 1 All E.R. 426, and *Glanzer v. Shepard* (1922), 233 N.Y. 236) and the case in which the information is handed to the employer who, to the knowledge of the accountant, passes it to members of a limited class (whose identity is unknown to the accountant) in furtherance of a transaction the nature of which is known to the accountant.

The appellant could not recover from the respondents the sum of \$2,500 which he advanced to the company in December 1965, because by that time he was fully cognizant of the true state of affairs. It could not be said that the sum was advanced in reliance upon false statements.

Per Martland, Judson and de Grandpré JJ.: On the finding that the respondents knew, prior to the completion of the financial statement, that it would be used by Sedco, by the bank with which the company was doing business and by a potential investor in equity capital, the respondents owed a duty of care, in the preparation of that financial statement, to that potential investor (the appellant), even though they were not aware of his actual identity.

[*Hedley Byrne & Co. v. Heller & Partners*, [1963] 2 All E.R. 575, *Dutton v. Bognor Regis United Building Co. Ltd.*, [1972] 1 All E.R. 462; *Mutual Life & Citizens Assurance Co. Ltd. v. Evatt*, [1971] 1 All E.R. 150; *Ultramares Corp. v. Touche* (1931), 255 N.Y. 170; *Rusch Factors, Inc. v. Levin* (1968), 284 F. Supp. 85; *Rhode Island Hospital Trust National Bank v. Swartz* (1972), 455 F. 2d 847; *Wellbridge Holdings Ltd. v. Metropolitan Corp. of Greater Winnipeg*, [1971] S.C.R. 957; *Rivtow Marine Ltd. v. Washington Iron Works*, [1974] S.C.R. 1189; *J. Nunes Diamonds Ltd. v. Dominion Electric Protection Co.*, [1972] S.C.R. 769, referred to.]

APPEAL from a judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan¹, allowing an appeal from a judgment of MacPherson J. Appeal allowed.

R. W. Thompson, for the plaintiff, appellant.

E. R. Gritsfeld, Q.C., for the defendants, respondents.

¹ [1974] 6 W.W.R. 236, 53 D.L.R. (3d) 85.

pelant en faisait partie. Il est vrai que les comptables ignoraient son nom mais c'est sans importance. Il n'y a aucune raison valable de faire une distinction entre le cas où le comptable défendeur remet son rapport directement au demandeur, à la demande de son employeur (*Candler v. Crane, Christmas & Co.*, [1951] 1 All E.R. 426, et *Glanzer v. Shepard* (1922), 233 N.Y. 236) et celui où le rapport est remis à l'employeur qui, au su du comptable, le transmet à un membre d'un groupe restreint (dont l'identité est inconnue du comptable) dans le cadre d'une transaction dont la nature est connue du comptable.

L'appelant ne peut recouvrer des intimés la somme de \$2,500 qu'il a avancée à la compagnie en décembre 1965 parce qu'à cette époque, il en connaissait la véritable situation financière. On ne peut alléguer qu'il a avancé cette somme en se fondant sur des états inexacts.

Les juges Martland, Judson et de Grandpré: Il découle de la conclusion selon laquelle les intimés savaient avant de dresser l'état financier que ce dernier serait utilisé par Sedco, par la banque avec qui la compagnie faisait affaire et par un investisseur éventuel, que les intimés avaient une obligation de diligence dans la préparation de l'état financier en cause envers un investisseur éventuel (l'appelant) même s'ils ne connaissaient pas son identité.

[Arrêts mentionnés: *Hedley Byrne & Co. v. Heller & Partners*, [1963] 2 All E.R. 575; *Dutton v. Bognor Regis United Building Co. Ltd.*, [1972] 1 All E.R. 462; *Mutual Life & Citizens Assurance Co. Ltd. v. Evatt*, [1971] 1 All E.R. 150; *Ultramares Corp. v. Touche* (1931), 255 N.Y. 170; *Rusch Factors, Inc. v. Levin* (1968), 284 F. Supp. 85; *Rhode Island Hospital Trust National Bank v. Swartz* (1972), 455 F. 2d 847; *Wellbridge Holdings Ltd. c. Metropolitan Corp. of Greater Winnipeg*, [1971] R.C.S. 957; *Rivtow Marine Ltd. c. Washington Iron Works*, [1974] R.C.S. 1189; *J. Nunes Diamonds Ltd. c. Dominion Electric Protection Co.*, [1972] R.C.S. 769.]

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan¹, qui a accueilli l'appel d'un jugement du juge MacPherson. Pourvoi accueilli.

R. W. Thompson, pour le demandeur, appelant.

E. R. Gritsfeld, c.r., pour les défendeurs, intimés.

¹ [1974] 6 W.W.R. 236, 53 D.L.R. (3d) 85.

The judgment of Laskin C.J. and Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson and Beetz JJ. was delivered by

DICKSON J.—This appeal concerns the liability of an accountant to parties other than his employer for negligent statements. The Court is asked to decide whether there was in the relationship of the parties to the appeal such kind or degree of proximity as to give rise to a duty of care owed by the respondents to the appellant. The damages involved are not large but the question raised is of importance to the accounting profession and to the investing public.

I

In October 1961, Siegfried Scholler and his brother entered into partnership under the firm name of Scholler Brothers Millwork in the City of Moose Jaw. The firm made cabinets and other furniture and also undertook contracts for interior woodwork. The partnership was dissolved in December 1962, and from then until February 1964, Siegfried Scholler carried on the business as sole proprietor. In early 1964, following a fire, Saskatchewan Economic Development Corporation (Sedco) agreed to advance Scholler \$34,000 for the purpose of establishing a plant to undertake millwork and the manufacture of furniture in Moose Jaw, conditional upon incorporation of the sole proprietorship. Scholler Furniture & Fixtures Ltd. (the company) was incorporated and the sole proprietorship came to an end. Scholler was an excellent workman but poor financial planner. He evinced a compulsive urge to expand the business of the company with the result that by January 1965, a serious shortage of working capital became apparent. Scholler approached Sedco for a further loan of \$20,000 which was approved, contingent upon (i) production of a satisfactory audited financial statement of the company for the period from date of incorporation, February 10, 1964, to March 31, 1965, and (ii) the infusion of \$20,000 of equity capital.

Le jugement du juge en chef Laskin et des juges Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson et Beetz a été rendu par

LE JUGE DICKSON—Le présent pourvoi a trait à la responsabilité d'un comptable envers les tiers autres que son employeur, pour négligence dans la préparation d'états financiers. La Cour doit décider si la relation entre les parties au pourvoi était assez directe pour donner lieu à une obligation de diligence des intimés envers l'appelant. Les dommages-intérêts en cause ne sont pas très élevés, mais la question soulevée est importante pour la profession de comptable et pour le public qui investit.

I

En octobre 1961, Siegfried Scholler et son frère ont constitué une société en nom collectif, sous la raison sociale de Scholler Brothers Millwork, dans la ville de Moose Jaw. La société fabriquait du mobilier, notamment des armoires; elle avait également conclu des contrats de menuiserie d'intérieur. La société a été dissoute en décembre 1962 et, de cette date jusqu'en février 1964, Siegfried Scholler a continué l'exploitation à titre de propriétaire unique. Au début de 1964, à la suite d'un incendie, la Saskatchewan Economic Development Corporation (Sedco) a consenti à Scholler un prêt de \$34,000 afin qu'il construise une usine de menuiserie et fabrication de meubles à Moose Jaw, sous réserve de la constitution en corporation de l'entreprise à propriétaire unique. Scholler Furniture & Fixtures Ltd. (la compagnie) fut constituée en corporation mettant un terme à l'entreprise à propriétaire unique. Scholler était un excellent ouvrier, mais un planificateur financier pitoyable. Il ne pouvait résister au désir d'élargir le champ d'activité de la compagnie, de sorte qu'en janvier 1965, il dut faire face à de graves difficultés de trésorerie. Scholler s'est alors adressé à Sedco pour obtenir un autre prêt de \$20,000 qui fut approuvé, mais sous deux réserves: (i) la production d'un état financier de la compagnie vérifié et satisfaisant, du 10 février 1964, date de sa constitution en corporation, au 31 mars 1965 et (ii) un apport en capital de \$20,000 d'une autre source.

Instructions were issued to the firm of R. L. Bamford & Co. (the accountants), of whom the respondents (defendants) were partners, to prepare the required financial statement and Scholler began a search for an outside investor. He made it known to the accountants that he was seeking an investor. The trial judge, MacPherson J., made a crucial finding, not disturbed by the Court of Appeal for Saskatchewan, that the accountants knew, prior to completion of the financial statement, dated June 18, 1965, at the root of the present litigation, that the statement would be used by Sedco, by the bank with whom the company was doing business, and by a potential investor in equity capital.

The manager of Sedco, a Mr. Wiltshire, helped Scholler in his search for a potential investor, and, with the consent of Scholler, showed a copy of the financial statement to his friend, the plaintiff Haig, who had been looking for a "likely opportunity." Haig discussed the statement with his bank manager and with a chartered accountant. The bottom line of the statement showed that the operations of the company were profitable; the potential was promising; a \$20,000 loan from Sedco and \$20,000 of equity money would provide necessary working capital. Influenced by these considerations Haig, an experienced business man, purchased in mid-August, 1965, shares in the capital stock of the company for \$20,075 and guaranteed the bank loan to the extent of \$20,000. He became president; Scholler became vice-president and operating head. All looked well: there was ample work for the company as the Saskatchewan liquor laws had recently been altered to permit mixed drinking and the formerly all-male beer parlours were being upgraded. But something was wrong. Notwithstanding the addition of \$40,000 in capital, which enabled trade creditors to be paid, within a very short time the company was again troubled by serious cash shortage. The accountants were consulted and investigation soon disclosed the source of the trouble: a \$28,000 prepayment received by the company in March 1965, on two contracts from the Robert Simpson Regina Limited, upon which work had not started, had been treated as if the work had been completed and the moneys earned. The \$28,000 had been credited to

La société R. L. Bamford & Co. (les comptables), au sein de laquelle les intimés (défendeurs) sont associés, reçut instructions de dresser l'état financier demandé et Scholler s'est mis à la recherche d'un investisseur. Il a porté ses démarches à la connaissance des comptables. Le juge de première instance MacPherson est arrivé à une conclusion fondamentale, que n'a pas modifiée la Cour d'appel de la Saskatchewan et selon laquelle les comptables savaient, avant de dresser en date du 18 juin 1965 l'état financier qui est à la source du présent litige, que ce dernier serait utilisé par la Sedco, par la banque avec laquelle la compagnie faisait affaire et par un investisseur éventuel.

Le directeur de Sedco, un certain Wiltshire, aida Scholler à trouver un investisseur et, avec le consentement de Scholler, il montra une copie de l'état financier à un ami, le demandeur Haig, qui était à la recherche d'un bon placement. Haig examina l'état avec le directeur de sa banque et avec un comptable agréé. Le solde y figurant indiquait que la compagnie était une exploitation rentable et que sa situation était prometteuse; un prêt de \$20,000 de la Sedco et une mise de fonds de \$20,000 constitueraient un fonds de roulement adéquat. Influencé par ces données, Haig, en homme d'affaires avisé, acheta, à la mi-août 1965, pour \$20,075 d'actions du capital social de la compagnie et garantit l'emprunt bancaire à concurrence de \$20,000. Il devint président et Scholler, vice-président et chef de l'exploitation. Tout semblait aller pour le mieux: la compagnie avait beaucoup de contrats car les anciennes tavernes faisaient l'objet de rénovations par suite de récentes modifications à la législation sur les boissons alcooliques de la Saskatchewan et l'ouverture aux femmes de certains débits de boisson. Mais en fait quelque chose n'allait pas. Nonobstant l'apport de \$40,000 en capital, ce qui avait permis de rembourser les fournisseurs, peu de temps après la compagnie se trouvait de nouveau aux prises avec de sérieuses difficultés de trésorerie. Les comptables furent consultés et leurs recherches eurent tôt fait de découvrir la source du problème: la compagnie avait reçu en mars 1965 un paiement anticipé de \$28,000 pour deux contrats conclus avec Robert Simpson Regina Limited. Les travaux en question

revenue by the company's bookkeeper rather than shown as a liability. The accountants had failed to spot the error. On Haig's instructions a new financial statement, dated September 29, 1965, was prepared by the accountants for the period February 10, 1964, to March 31, 1965, in which the \$28,000 prepayment was removed from revenue and shown under liabilities as "deferred revenue—progress advance." In the result, the position as certified by the accountants and the true position of the accounts were as follows:

	Position as Certified by Accountants (June 18, 1965 Statement)	True Position (Sept. 29, 1965 Statement)
Sales	\$186,603.64	\$158,603.64
Gross Profit	80,896.50	52,896.50
Net Profit Before Tax	26,590.31	(1,994.52)
Net Profit After Tax	20,717.04	nil
Surplus	21,321.04	600.00

Instead of making a profit in the period, as shown by the June statement, the company had suffered a loss: instead of buying into a thriving business, as the financial statement of June 18, 1965, would have suggested, Haig bought into a distressed enterprise which never showed a profit. During the six months from March 31, 1965, to August 31, 1965, a net loss of \$21,460.10 was sustained. By early December, the company had reached the limit of its bank line of credit. To meet the payroll Haig made a further investment of \$2,500, matched by a like amount from Sedco. A meeting of creditors, held late in the month, decided against further support and at year-end, the company ceased business. Haig lost the \$20,075 paid for shares, the loan of \$2,500, and \$6,500 under the bank guarantee. He sued the accountants, the company and Scholler to recover \$20,075 and \$2,500 but later discontinued against Scholler and the company.

n'avaient pas encore débuté, mais le paiement avait été inscrit comme s'ils étaient terminés et l'argent gagné. Le comptable de la compagnie avait crédité les \$28,000 au compte de résultat plutôt qu'au passif. Les comptables n'avaient pas décelé l'erreur. A la demande de Haig, les comptables dressèrent un nouvel état financier en date du 29 septembre 1965 pour la période allant du 10 février 1964 au 31 mars 1965; dans ce dernier, le paiement anticipé fut retiré du compte de résultat et inscrit au passif comme «revenu perçu-comptabilisé d'avance». Voici respectivement la situation financière certifiée par les comptables et la situation réelle de la compagnie:

	Situation certifiée par les comptables (bilan du 18 juin 1965)	Situation réelle (bilan du 29 sept. 1965)
Ventes	\$186,603.64	\$158,603.64
Bénéfices bruts	80,896.50	52,896.50
Bénéfices nets (avant impôt)	26,590.31	(1,994.52)
Bénéfices nets (après impôt)	20,717.04	néant
Surplus	21,321.04	600.00

Loin d'avoir fait les bénéfices indiqués dans l'état financier de juin, c'est une perte que la compagnie avait subie: au lieu d'investir dans une entreprise prospère, comme le suggérait l'état financier du 18 juin 1965, Haig avait placé son argent dans une compagnie périlante qui n'avait jamais enregistré de bénéfices. En six mois, entre le 31 mars 1965 et le 31 août 1965, la compagnie a accusé une perte nette de \$21,460.10. Au début décembre, la compagnie avait atteint le plafond de sa marge de crédit bancaire. Afin de payer les employés, Haig dut investir encore \$2,500, et la Sedco, une somme identique. Les créanciers se sont réunis à la fin du mois et ont décidé de ne plus soutenir la compagnie; à la fin de l'année, cette dernière a fermé ses portes. Haig a perdu \$20,075, la valeur de ses actions, son prêt de \$2,500 et \$6,500 en caution bancaire. Il a intenté une action contre les comptables, la compagnie et Scholler pour recouvrer les \$20,075 et les \$2,500, mais il a par la suite abandonné les poursuites contre Scholler et la compagnie.

II

The trial judge found negligence on the part of the accountants. I think the evidence amply supports that finding. From the expert testimony, it appears that the engagement of a chartered accountant can be on either an "audit" basis or a "non-audit" basis. If the engagement is for an audit, the accountant does what he considers necessary by way of auditing procedures, tests and verification of internal controls, accounts, and records to permit him to give an opinion on the financial statements. In an engagement of the non-audit type, the accountant merely helps the client in the preparation of the financial statement on terms which permit him to accept the client's records and dispense with the checks and verifications expected in an audit. The product of an audit is a financial statement accompanied by an auditor's report expressing an opinion on the financial statement. At the end of a non-audit engagement, a financial statement is issued to which is appended a comment in which the auditor expressly disclaims responsibility.

The accountant had performed non-audit accounting services for the partnership, Scholler Brothers Millwork, in 1963, and at that time the financial statement was accompanied by a letter, the final paragraph of which disclaimed in these words:

The attached financial statements have been prepared from the books and records and information furnished, without audit, and we are not able to express an opinion as to the financial position of the business.

In the present proceedings the accountants sought to maintain that their engagement in 1965 was of a non-audit nature and that they were performing for the company a mere accounting function in preparing a financial statement from the client's financial records. This submission fails for two reasons: first, Sedco required audited financial statements as a condition of the further loan to the company and the evidence is clear that the statements were prepared in satisfaction of that condition, as the accountants had been advised by Sedco and the company; secondly, the auditors' report

II

Le juge de première instance a conclu à la négligence des comptables. J'estime que la preuve appuie amplement cette conclusion. D'après le témoignage de l'expert, il appert qu'un comptable agréé puisse être engagé pour faire un travail avec vérification ou sans vérification. S'il a été engagé pour effectuer une vérification, le comptable fait ce qu'il juge nécessaire en utilisant les méthodes appropriées, savoir sondages et vérifications des contrôles internes, comptes et registres, afin de pouvoir donner son avis sur les états financiers en cause. Lorsqu'il doit faire un travail sans vérification, il aide simplement le client à dresser son état financier dans des conditions qui lui permettent d'accepter les registres du client en n'effectuant pas les contrôles requis dans un travail avec vérification. Lorsque le travail est fait avec vérification, l'état financier est accompagné d'un rapport du vérificateur dans lequel il exprime un avis à son égard. Lorsqu'il s'agit d'un travail sans vérification, le comptable présente un état financier auquel il joint une note où il décline expressément toute responsabilité.

Le comptable avait fait un travail sans vérification pour la société en nom collectif Scholler Brothers Millwork, en 1963, et l'état financier était accompagné d'une lettre dont le dernier paragraphe déclinait toute responsabilité en ces termes:

[TRADUCTION] Les états financiers ci-joints ont été dressés à partir des livres, registres et renseignements fournis, sans vérification, et il nous est impossible d'exprimer une opinion sur la situation financière de l'entreprise.

En l'espèce, les comptables prétendent qu'en 1965, ils auraient été engagés pour effectuer un travail sans vérification et qu'ils auraient simplement accompli pour la compagnie un travail de comptabilité en dressant un état financier à partir de ses registres comptables. Cette prétention est irrecevable pour deux raisons: premièrement, la Sedco exigeait des états financiers vérifiés avant d'accorder un prêt additionnel à la compagnie et la preuve démontre clairement que les états ont été dressés pour remplir cette condition puisque la Sedco et la compagnie avaient averti les comptables; deuxièm-

follows the format generally recognized as appropriate for audited financial statements, in these terms:

We have examined the records of Scholler Furniture & Fixtures Ltd. for the period from incorporation, February 10, 1964 to March 31, 1965 and have prepared therefrom the attached Balance Sheet as at the latter date and Statement of Profit and Loss for the period. Our examination included a general review of the accounting procedures and such tests of the accounting records and other supporting evidence as we considered necessary in the circumstances.

The accounts receivable are as shown by the records and we have not confirmed them by direct communication with the recorded debtors.

The inventories of materials and work-in-process were not taken by us or under our supervision and have been accepted as certified to us by Mr. Siegfried Scholler.

Subject to the foregoing reservations we report that, in our opinion, the attached Balance Sheet and related Statement of Profit and Loss present fairly the financial position of Scholler Furniture & Fixtures Ltd. as at March 31, 1965 and the results of operations for the period ended on that date in accordance with generally accepted accounting principles and as shown by the books of the Company.

The report would lead the reader to believe that an audit had been done but the evidence shows that no audit was done. The report is qualified in three respects but not with respect to liabilities. Gary Lloyd Davidge, then an articled student in the accountant's office, and now a chartered accountant, prepared the impugned financial statements. He testified that he had been instructed by his firm not to do an audit; he believed he was acting as accountant and not auditor; he was not furnished with an audit program. He did not peruse invoices or purchase orders; he did not inquire as to prepayments or as to the state of contracts; he did not analyze the figures as to sales or work in progress; nor did he inquire as to internal controls to determine to what extent the controls could be relied upon to assure the accuracy of the revenue accounts. He left the employ of the accountants before the statement was delivered to the client, in the belief that it would be accompanied by a complete disclaimer, as had accompanied the 1963

mement, le rapport des vérificateurs est conforme à la présentation généralement utilisée pour les états financiers vérifiés:

[TRADUCTION] Nous avons examiné les registres de Scholler Furniture & Fixtures Ltd. pour la période débutant à la date de sa constitution en corporation, soit le 10 février 1964, et se terminant le 31 mars 1965. Nous avons dressé le bilan ci-joint à cette date et un état des profits et pertes pour la même période. Nous avons également procédé à un examen général des méthodes comptables et aux sondages des registres comptables et autres preuves à l'appui, que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Les comptes à recevoir reflètent les inscriptions dans les registres et nous ne les avons pas vérifiés directement auprès des débiteurs inscrits.

L'inventaire des matériaux et des travaux en cours n'a pas été fait par nous ni sous notre surveillance. Nous l'avons accepté sur l'attestation de M. Siegfried Scholler.

Sous réserve des restrictions précédentes, nous estimons que le bilan ci-joint et l'état des profits et pertes pertinent représentent équitablement la situation financière de Scholler Furniture & Fixtures Ltd. au 31 mars 1965, ainsi que les résultats d'exploitation de la période se terminant à cette date, conformément aux règles comptables généralement acceptées et comme le montrent les livres de la compagnie.

Le rapport porterait tout lecteur à croire qu'une vérification avait été faite, mais la preuve démontre que ce n'était pas le cas. Le rapport mentionne trois réserves, mais rien à l'égard du passif. Gary Lloyd Davidge, alors stagiaire au bureau des comptables et maintenant comptable agréé, a dressé l'état financier contesté. Il a déclaré que son employeur lui avait donné instructions de ne pas faire de vérification; il croyait qu'on lui demandait un travail de comptabilité et non de vérification; on ne lui a donné aucun programme de vérification. Il n'a pas examiné les factures ni les bons de commande; il n'a pris aucun renseignement sur les paiements anticipés ni sur les contrats; il n'a pas analysé les chiffres relatifs aux ventes ni aux travaux en cours; il ne s'est pas renseigné sur les contrôles internes de la compagnie pour déterminer dans quelle mesure on pouvait s'y fier pour certifier l'exactitude des comptes de résultat. Il a laissé son emploi avant que le bilan ne soit remis au client, croyant qu'il serait accompagné d'une

financial statements of Scholler Brothers Millwork. Notwithstanding all of this, the auditors rendered the quoted opinion in which they said that their examination had included a general review of the accounting records and other supporting evidence as they considered necessary in the circumstances. That was not true. They also expressed the opinion, subject to the three reservations earlier referred to, that the balance sheet and related statement of profit and loss fairly presented the financial position of the company as at March 31, 1965. The work done by or on behalf of the accountants did not warrant any such affirmation. In representing to have done an audit when they were aware that an audit had not been done, in my view the accountants were guilty of a serious dereliction of duty. This was more than honest blunder or error in judgment.

III

I come then to the question whether Haig, who received the defective financial statements, and relied on them to his loss, has a right of recovery from the accountants. Mr. Justice MacPherson at trial allowed recovery. He held that the accountants knew or ought to have known that the statements would be used by a potential investor in the company; although Haig was not, in the judge's words, "in the picture," when the statement was prepared, he must be included in the category of persons who could be foreseen by the accountants as relying on the statement and therefore the accountants owed a duty to Haig. The judge applied a test of foreseeability.

The majority in the Court of Appeal for Saskatchewan (Hall J.A. with McGuire J.A. concurring) came to a different conclusion. The majority of the Court were satisfied that the accountants had been informed by Scholler that the statement would be used to induce persons to invest equity capital in the company. Mr. Justice Hall noted that at that time there was no specific person or group in mind as a prospective investor or investors; Haig was not known to the accountants and

clause d'exonération complète de responsabilité comme l'avaient été les états financiers de 1963 dressés pour Scholler Brothers Millwork. En dépit de tout ceci, les vérificateurs ont fait la déclaration susmentionnée où ils disent avoir effectué un examen général des registres comptables et autres preuves à l'appui, ainsi qu'ils l'ont jugé nécessaire dans les circonstances. C'était faux. Ils se sont aussi dits d'avis que, sous réserve des trois restrictions déjà mentionnées, le bilan et l'état des profits et pertes pertinent représentaient équitablement la situation financière de la compagnie au 31 mars 1965. Le travail exécuté par les comptables ou en leur nom ne permettait pas une telle affirmation. A mon avis, en déclarant qu'il y avait eu vérification alors qu'ils savaient que ce n'était pas le cas, les comptables ont gravement failli à leur devoir. Ceci allait au-delà de la maladresse involontaire ou de l'erreur de jugement.

III

Examinons maintenant si Haig, qui a reçu les états financiers erronés et qui s'y est malheureusement fié, peut exiger un dédommagement des comptables. En première instance, le juge MacPherson a accordé des dommages-intérêts. Il a soutenu que les comptables savaient ou auraient dû savoir que les états financiers seraient utilisés par un investisseur éventuel de capitaux dans la compagnie; comme l'a dit le juge, même si Haig [TRADUCTION] «n'avait pas encore fait son apparition» lors de la préparation du bilan, on doit l'inclure dans la catégorie de personnes que des comptables pouvaient s'attendre à voir utiliser le bilan. Ils avaient par conséquent une obligation envers Haig. Le juge a appliqué le critère de la prévisibilité.

La majorité des juges de la Cour d'appel de la Saskatchewan, (le juge McGuire souscrivant aux motifs du juge Hall) en est venue à une conclusion différente. Ils se sont dits convaincus que Scholler avait averti les comptables que l'état financier servirait à attirer des investisseurs de capitaux dans la compagnie. Le juge Hall a souligné qu'à ce moment, il n'y avait aucun investisseur ni groupe d'investisseurs particuliers intéressés; les comptables ne connaissaient pas Haig et ils ignoraient

they were not aware that he had been shown a copy of the statement or that he had been approached to invest in the company. The learned justice of appeal observed that the financial statement had been given to Haig without the knowledge of Scholler or the company. With respect, I think this observation is in error as Wiltshire testified that before giving a copy of the statement to Haig he had received Scholler's permission. The point is, however, of no great consequence for if the accountants, at the request of the company, prepared financial statements for distribution to, *inter alia*, potential investors, and furnished the company with copies for that purpose, I fail to understand why the company or anyone on its behalf would be expected to seek permission of the accountants before releasing a copy. The learned justice of appeal concluded that the accountants owed Haig the duty to be honest but that they were not liable to him for negligence and, since the misrepresentation contained in the financial statement was the result of an "honest blunder", the appeal should be allowed with costs. The dissenting judge, Mr. Justice Woods, was of opinion that the accountants knew that the statement was intended for a special purpose, a purpose that would affect the economic interests of those from whom Scholler would attempt to secure funds and that Haig fell within this category. The outcome of this appeal rests, it would seem, on whether, to create a duty of care, it is sufficient that the accountants knew that the information was intended to be disseminated among a specific group or class, as Mr. Justice MacPherson and Mr. Justice Woods would have it, or whether the accountants also needed to be apprised of the plaintiff's identity, as Mr. Justice Hall and Mr. Justice McGuire would have it.

IV

The increasing growth and changing role of corporations in modern society has been attended by a new perception of the societal role of the profession of accounting. The day when the accountant served only the owner-manager of a company and was answerable to him alone has passed. The complexities of modern industry combined with the effects of specialization, the impact

qu'on lui avait montré un exemplaire de l'état et qu'on l'avait pressenti pour investir dans la compagnie. Le savant juge d'appel a fait remarquer que le document avait été remis à Haig à l'insu de Scholler ou de la compagnie. A mon humble avis, cette remarque ne tient pas puisque Wiltshire a témoigné qu'avant de donner un exemplaire de l'état à Haig, il avait reçu la permission de Scholler. De toute façon, cela importe peu car si les comptables ont dressé, à la demande de la compagnie, un état financier devant être notamment distribué à des investisseurs éventuels et s'ils en ont remis des exemplaires à la compagnie à cette fin, je ne comprends pas pourquoi la compagnie ou quiconque en son nom devrait demander la permission aux comptables avant d'en distribuer un exemplaire. Le savant juge d'appel a conclu que les comptables se devaient d'être honnêtes envers Haig, mais qu'ils n'étaient pas responsables de négligence envers lui et, puisque les erreurs contenues dans les états financiers résultaient d'une «maladresse involontaire», l'appel devait être accueilli avec dépens. Selon le juge Woods, en dissidence, les comptables savaient que l'état serait utilisé dans un but précis, à savoir qu'il influencerait les intérêts économiques des personnes de qui Scholler tenterait d'obtenir des fonds et que Haig en faisait partie. Il semble que l'issue du pourvoi repose sur la question suivante: pour qu'il y ait obligation de diligence, suffit-il, comme le décident les juges MacPherson et Woods, que les comptables sachent que les renseignements seront remis à une catégorie ou à un groupe précis de personnes ou faut-il, comme le décident les juges Hall et McGuire, que les comptables aient aussi été avisés de l'identité du demandeur?

IV

L'expansion et l'évolution des compagnies dans la société moderne se sont accompagnées d'une nouvelle perception du rôle social de la profession de comptable. L'époque où le comptable ne travaillait que pour le propriétaire-directeur d'une compagnie et n'était responsable qu'envers lui seul est révolue. La complexité de l'industrie moderne alliée aux effets de la spécialisation, aux répercus-

of taxation, urbanization, the separation of ownership from management, the rise of professional corporate managers, and a host of other factors, have led to marked changes in the role and responsibilities of the accountant, and in the reliance which the public must place upon his work. The financial statements of the corporations upon which he reports can affect the economic interests of the general public as well as of shareholders and potential shareholders.

With the added prestige and value of his services has come, as the leaders of the profession have recognized, a concomitant and commensurately increased responsibility to the public. It seems unrealistic to be oblivious to these developments. It does not necessarily follow that the doors must be thrown open and recovery permitted whenever someone's economic interest suffers as the result of a negligent act on the part of an accountant. Compensation to the injured party is a relevant consideration but it may not be the only relevant consideration. Fear of unlimited liability for the accountant, "liability in an indeterminate amount for an indeterminate time to an indeterminate class," was considered a relevant factor by Mr. Justice Cardozo in *Ultramares Corp. v. Touche*². From the authorities, it appears that several possible tests could be applied to invoke a duty of care on the part of accountants vis-à-vis third parties: (i) foreseeability of the use of the financial statement and the auditor's report thereon by the plaintiff and reliance thereon; (ii) actual knowledge of the limited class that will use and rely on the statement; (iii) actual knowledge of the specific plaintiff who will use and rely on the statement. It is unnecessary for the purposes of the present case to decide whether test (i), the test of foreseeability, is or is not, a proper test to apply in determining the full extent of the duty owed by accountants to third parties. The choice in the present case, it seems to me, is between test (ii) and test (iii), actual knowledge of the limited class or actual knowledge of the specific plaintiff. I have concluded on the authorities that test (iii) is too narrow and that test (ii), actual knowledge of the

sions de l'imposition, de l'urbanisation, la distinction entre la propriété et la direction, l'ascension des directeurs généraux professionnels et nombre d'autres facteurs ont sensiblement modifié le rôle et les responsabilités du comptable ainsi que la confiance que le public doit accorder à son travail. Par les rapports qu'il dresse sur la situation financière des compagnies, il peut influencer les intérêts économiques du grand public comme des actionnaires actuels ou éventuels.

Comme le reconnaissent les chefs de file de la profession, de pair avec la revalorisation de ses services, le comptable a vu sa responsabilité envers le public s'accroître de façon proportionnelle. Il semble peu réaliste de ne pas tenir compte de ces changements. Il ne faut pas non plus pécher par excès contraire et permettre le dédommagement de toute personne dont les intérêts économiques ont souffert par suite de la négligence d'un comptable. Le dédommagement de la partie lésée est un élément pertinent, mais pas nécessairement le seul. Dans l'affaire *Ultramares Corp. v. Touche*², le juge Cardozo a considéré comme un facteur pertinent la crainte d'une responsabilité illimitée du comptable, [TRADUCTION] «responsabilité pour un montant indéterminé, pour une période indéterminée et envers un nombre indéterminé de personnes». Il ressort de la jurisprudence qu'on peut utiliser plusieurs critères pour déterminer s'il existe une obligation de diligence des comptables envers les tiers: (i) prévisibilité de l'utilisation de l'état financier et du rapport du vérificateur par le demandeur et confiance accordée à ces documents; (ii) connaissance expresse de la catégorie de personnes qui va utiliser l'état et s'y fier; (iii) connaissance expresse du demandeur précis qui va utiliser l'état et s'y fier. Il est inutile, en l'espèce, de déterminer si le premier critère, le critère de prévisibilité, convient pour déterminer la véritable étendue de l'obligation des comptables envers les tiers. A mon avis, dans la présente affaire, nous avons à choisir entre les deuxième et troisième critères, connaissance expresse de la catégorie précise de personnes ou connaissance expresse du demandeur précis. Vu la jurisprudence, j'ai conclu que le

² (1931), 255 N.Y. 170.

² (1931), 255 N.Y. 170.

limited class, is the proper test to apply in this case.

The English authorities: I do not think one can do better than begin with Lord Denning's dissent in *Candler v. Crane, Christmas & Co.*³, which later found favour in *Hedley Byrne & Co. v. Heller & Partners*⁴. After identifying accountants as among those under a duty to use care, Lord Denning, in answer to the question "To whom do these professional persons owe this duty?" said (p. 434):

... They owe the duty, of course, to their employer or client, and also, I think, to any third person to whom they themselves show the accounts, or to whom they know their employer is going to show the accounts so as to induce him to invest money or take some other action on them. I do not think, however, the duty can be extended still further so as to include strangers of whom they have heard nothing and to whom their employer without their knowledge may choose to show their accounts.

and

The test of proximity in these cases is: Did the accountants know that the accounts were required for submission to the plaintiff for use by him?

One can find some support in these words for the position taken by the majority in the Saskatchewan Court of Appeal but their effect is tempered by what appears later in the judgment, p. 435:

It will be noticed that I have confined the duty to cases where the accountant prepares his accounts and makes his report for the guidance of the very person in the very transaction in question. That is sufficient for the decision of this case. I can well understand that it would be going too far to make an accountant liable to any person in the land who chooses to rely on the accounts in matters of business, for that would expose him in the words of Cardozo, C.J., in *Ultramares Corp. v. Touche* [*supra*], to

"... liability in an indeterminate amount for an indeterminate time to an indeterminate class."

troisième critère est trop restrictif et que le deuxième, connaissance expresse de la catégorie limitée de personnes, est celui qui convient le mieux ici.

Jurisprudence anglaise: je ne crois pas qu'il existe de meilleur choix pour commencer que l'opinion de lord Denning, en dissidence, dans *Candler v. Crane, Christmas & Co.*³, qui a été reprise plus tard dans *Hedley Byrne & Co. v. Heller & Partners*⁴. Après avoir établi que les comptables faisaient partie des personnes qui avaient une obligation de diligence, lord Denning a répondu par ce qui suit à la question suivante: [TRADUCTION] «Envers qui ces professionnels ont-ils cette obligation?» (p. 434):

[TRADUCTION] Ils ont évidemment une obligation de diligence envers leur employeur ou leur client et aussi, à mon avis, envers le tiers à qui ils montrent eux-mêmes les comptes, ou à qui ils savent que leur employeur les montrera afin de l'inciter à investir ou à faire toute autre chose. Cependant, je ne crois pas que l'obligation puisse s'étendre à des étrangers, totalement inconnus des comptables, et à qui leur employeur peut décider de montrer les comptes à leur insu.

et

[TRADUCTION] Voici le critère de la relation dans ces cas-là: Les comptables savaient-ils que les comptes devaient être présentés au demandeur et utilisés par ce dernier?

On peut invoquer l'extrait ci-dessus à l'appui de l'opinion de la majorité de la Cour d'appel de la Saskatchewan, mais ce qui suit (p. 435) lui enlève de la force:

[TRADUCTION] Il convient de souligner que j'ai limité l'obligation aux cas où le comptable réunit les données et dresse son rapport pour la gouverne de l'intéressé même, dans la transaction en question. Ceci nous suffit pour prendre la décision en l'espèce. Je me rends bien compte qu'il serait exagéré de rendre le comptable responsable envers toute personne qui décide de se fier aux comptes pour faire une transaction, car ce serait l'exposer, selon les termes du juge en chef Cardozo dans *Ultramares Corp. v. Touche* (précité), à une

«... responsabilité pour un montant indéterminé, pour une période indéterminée et envers un nombre indéterminé de personnes».

³ [1951] 1 All E.R. 426 (C.A.).

⁴ [1963] 2 All E.R. 575 (H.L.).

³ [1951] 1 All E.R. 426 (C.A.).

⁴ [1963] 2 All E.R. 575 (H.L.).

Whether he would be liable if he prepared his accounts for the guidance of a specific class of persons in a specific class of transactions, I do not say. I should have thought he might be, just as the analyst and lift inspector would be liable in the instances I have given earlier.

In the case at bar, the accounts were prepared for the guidance of a "specific class of persons", potential investors, in a "specific class of transactions", the investment of \$20,000 of equity capital. The number of potential investors would, of necessity, be limited because the company, as a private company, was prohibited by s. 3(o) (iii) of *The Companies Act* of Saskatchewan (R.S.S. 1965, c. 131) from extending any invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the company.

One comes then to the *Hedley Byrne* case. The argument was raised in that case that the relationship between the parties was not sufficiently close to give rise to any duty. Lord Reid dealt with that argument in these words (p. 580):

... It is said that the respondents did not know the precise purpose of the inquiries and did not even know whether National Provincial Bank, Ltd. wanted the information for its own use or for the use of a customer: they knew nothing of the appellants. I would reject that argument. They knew that the inquiry was in connection with an advertising contract, and it was at least probable that the information was wanted by the advertising contractors. It seems to me quite immaterial that they did not know who these contractors were: there is no suggestion of any speciality which could have influenced them in deciding whether to give information or in what form to give it. I shall therefore treat this as if it were a case where a negligent misrepresentation is made directly to the person seeking information, opinion or advice, and I shall not attempt to decide what kind of degree of proximity is necessary before there can be a duty owed by the defendant to the plaintiff.

In the present case the accountants knew that the financial statements were being prepared for the very purpose of influencing, in addition to the bank and Sedco, a limited number of potential investors. The names of the potential investors were not material to the accountants. What was important was the nature of the transaction or transactions for which the statements were intend-

Je ne me prononce pas sur sa responsabilité s'il a dressé son rapport pour la gouverne d'une catégorie précise de personnes dans le cadre d'une catégorie précise de transactions. Je serais porté à croire qu'il pourrait l'être, au même titre que l'analyste ou l'inspecteur d'ascenseurs le sont dans les cas que j'ai mentionnés.

En l'espèce, le rapport a été dressé pour la gouverne «d'une catégorie précise de personnes», à savoir des investisseurs éventuels, «pour une catégorie précise de transactions», à savoir un apport en capital de \$20,000. Le nombre d'investisseurs éventuels serait obligatoirement limité puisque la compagnie, à titre de compagnie privée, ne pouvait, en vertu de l'al. o) (iii) de l'art. 3 de la *Companies Act* de la Saskatchewan (R.S.S. 1965, c. 131) inviter le public à acheter ses actions ou ses débetures.

On a ensuite invoqué l'arrêt *Hedley Byrne*. Dans cette affaire, on a plaidé que la relation entre les parties n'était pas assez étroite pour donner naissance à une obligation. Lord Reid a traité de cet argument en ces termes (p. 580):

[TRADUCTION] ... Il a été allégué que les intimés ignoraient l'objet précis de la demande et ne savaient pas si la National Provincial Bank Ltd. voulait ces renseignements à ses propres fins ou pour un client: ils ne savaient rien des appelants. Je rejette cet argument. Ils savaient que la demande avait trait à un contrat de publicité et il était pour le moins fort probable que les renseignements étaient demandés par les entrepreneurs en publicité. A mon avis, il importe peu qu'ils aient ignoré l'identité de ces entrepreneurs: rien n'indique l'existence d'une entente qui aurait pu influencer sur leur décision de transmettre des renseignements ou sur la forme à leur donner. Par conséquent j'analyserai cette affaire comme s'il s'agissait de fausses déclarations faites par négligence directement à la personne demandant des renseignements, une opinion ou un avis, et je ne tenterai pas de déterminer quel degré de relation doit exister pour qu'il puisse y avoir obligation de diligence du défendeur envers le demandeur.

Dans la présente affaire, les comptables savaient que les états financiers avaient pour but d'attirer un nombre limité d'investisseurs éventuels, en plus de la banque et de la Sedco. Pour les comptables, le nom de ces investisseurs n'avait aucune importance. Ce qui comptait, c'était la nature des transactions pour lesquelles les états étaient dressés, car c'est ce qui circonscrit les limites de la respon-

ed, for that is what delineated the limits of potential liability. The speech of Lord Morris in *Hedley Byrne* included this observation, p. 588:

It is, I think, a reasonable and proper inference that the bank must have known that the National Provincial were making their inquiry because some customer of theirs was or might be entering into some advertising contract in respect of which Easipower, Ltd., might become under a liability to such customer to the extent of the figures mentioned. The inquiries were from one bank to another. The name of the customer (Hedleys) was not mentioned by the inquiring bank (National Provincial) to the answering bank (the bank): nor did the inquiring bank (National Provincial) give to the customer (Hedleys) the name of the answering bank (the bank). These circumstances do not seem to me to be material. The bank must have known that the inquiry was being made by someone who was contemplating doing business with Easipower Ltd. and that their answer or the substance of it would in fact be passed on to such person.

Lord Devlin stood on narrow ground, content with the proposition that wherever there is a relationship equivalent to contract, there is a duty of care and such relationship may be either *general*, such as that of solicitor and client and of banker and customer, or *particular*, created *ad hoc*, in which case it becomes necessary to examine the particular facts to see whether there is an express or implied undertaking of responsibility. This reference to "assumption of responsibility" is crucial in cases involving economic loss, according to C. Harvey, "Economic Losses & Negligence" (1972), 50 Can. Bar Rev. 580. Harvey devises a test for imposing a duty of care in cases of economic loss which he phrases as follows (p. 600):

a person should be bound by a legal duty of care to avoid causing economic loss to another in circumstances where a reasonable man in the position of the defendant would foresee that kind of loss and would assume responsibility for it.

This "assumption of responsibility" test is an interesting one, although it is no more objective than a foreseeability test. It would allow the Court to narrow the scope of liability from that resulting from a foreseeability test, but it would still require a policy determination as to what should be the

sabilité éventuelle. Dans *Hedley Byrne*, lord Morris a fait la remarque suivante (p. 588):

[TRADUCTION] Selon moi, on peut déduire à bon droit que la banque devait savoir que la National Provincial se renseignait parce qu'un de ses clients avait conclu, ou pouvait conclure, un contrat de publicité en vertu duquel Easipower Ltd. pouvait devenir le débiteur de ce client jusqu'à concurrence des chiffres mentionnés. Les demandes ont été faites d'une banque à une autre. Le nom du client (Hedleys) n'a pas été mentionné par la banque se renseignant (National Provincial) auprès de l'autre banque (la banque); la banque se renseignant (National Provincial) n'a pas révélé non plus au client (Hedleys) le nom de l'autre banque (la banque). Ces faits me semblent sans importance. La banque devait savoir que la demande venait de quelqu'un qui avait l'intention de faire affaire avec Easipower Ltd. et que son rapport, ou du moins l'essentiel, serait transmis à cette personne.

Lord Devlin s'est contenté d'un motif très précis, savoir que chaque fois qu'il y a une relation équivalant à une relation contractuelle, il y a obligation de diligence. Cette relation peut être *générale*, comme celle de l'avocat et de son client et celle du banquier et de son client, ou *particulière*, résultant d'une situation spéciale; dans ce dernier cas, il faut examiner les faits particuliers afin de déterminer s'il y a engagement exprès ou implicite de la responsabilité. Selon C. Harvey, dans un article intitulé «Economic Losses & Negligence» (1972), 50 R. du B. Can. 580, cette «prise de responsabilité» est décisive dans les affaires où une perte économique est en cause. Harvey a conçu un critère pour déterminer s'il y a obligation de diligence dans de tels cas. Il le décrit ainsi (p. 600):

[TRADUCTION] *une personne devrait être liée par une obligation légale de diligence, consistant à éviter de causer une perte économique à une autre personne, si un homme raisonnable, dans la situation du défendeur, aurait prévu ce genre de perte et en aurait assumé la responsabilité.*

Ce critère est intéressant, quoiqu'il ne soit pas plus objectif que celui de prévisibilité. Il permettrait à la Cour de circonscrire l'étendue de la responsabilité découlant du critère de prévisibilité, mais il lui faudrait tout de même établir une règle pour déterminer l'étendue de la responsabilité.

scope of liability. As Lord Pearce stated in *Hedley Byrne* (p. 615):

How wide the sphere of the duty of care in negligence is to be laid depends ultimately on the courts' assessment of the demands of society for protection from the carelessness of others.

Lord Pearce in *Hedley Byrne* adopted Lord Denning's dissent in *Candler's* case, to which I have already referred, noting that the result produced was somewhat similar to the American *Restatement of the Law of Torts*.

Two other cases decided in England might be mentioned briefly, in one of which the ambit of the duty of care was extended and in the other, restricted. In *Dutton v. Bognor Regis United Building Co. Ltd.*⁵, it was held that the relationship between a building inspector, who had negligently approved the foundations of a house, and the plaintiff, subsequent purchaser of the house, was sufficiently proximate to form the basis of a duty of care. In *Mutual Life & Citizens Assurance Co. Ltd. v. Evatt*⁶, a majority of the Privy Council denied recovery to Evatt for negligent advice given to him gratuitously by an insurance company, of which he was a policy holder, for the reason that he did not allege that at or prior to the time of his inquiry the company carried on the business of supplying information or advice on investments or that it claimed to possess any special skill or competence. These considerations are not, of course, present in the case at bar. Here the accountants held themselves out as possessing special qualifications, skill, and competence which, for reward, they were prepared to place at the disposal of the public.

The American authorities: Judgment in the two leading cases was written by Mr. Justice Cardozo. In *Glanzer v. Shepard*⁷ the defendants, public weighers, at the request of a seller of beans, made

Comme lord Pearce le faisait remarquer dans *Hedley Byrne* (p. 615):

[TRANSLATION] L'étendue de l'obligation de diligence dans un cas de négligence dépend, en dernier ressort, de l'appréciation faite par les tribunaux des exigences de la société en matière de protection contre la négligence d'autrui.

Dans *Hedley Byrne*, lord Pearce s'est rangé à l'opinion dissidente de lord Denning dans l'arrêt *Candler*, dont j'ai déjà parlé, signalant que le résultat obtenu était en quelque sorte similaire au *Restatement of the Law of Torts* américain.

Il convient de mentionner rapidement deux autres jugements rendus en Angleterre, dont l'un a étendu la portée de l'obligation de diligence alors que l'autre l'a restreinte. Dans *Dutton v. Bognor Regis United Building Co. Ltd.*⁵, il a été décidé que la relation entre un inspecteur des bâtiments, qui avait fait preuve de négligence en approuvant les fondations d'une maison, et le demandeur, qui avait acheté la maison par la suite, était assez directe pour donner lieu à une obligation de diligence. Dans *Mutual Life & Citizens Assurance Co. Ltd. v. Evatt*⁶, la majorité des membres du Conseil privé a refusé d'accorder à Evatt des dommages-intérêts à la suite d'un conseil négligent que lui avait donné gratuitement une compagnie d'assurance, dont il détenait une police, parce qu'il n'a pas allégué qu'à la date de sa demande ou avant, la compagnie avait pour fonction de fournir des renseignements ou des conseils en matière de placement ou qu'elle ait prétendu posséder des connaissances particulières ou la compétence en la matière. Ces éléments n'existent pas en l'espèce. Dans la présente affaire, les comptables avaient déclaré posséder les qualifications, les connaissances et la compétence nécessaires qu'ils étaient prêts, contre rémunération, à mettre à la disposition du public.

Jurisprudence américaine: les deux arrêts faisant autorité ont été rédigés par le juge Cardozo. Dans *Glazer v. Shepard*⁷, les défendeurs, peseurs publics, ont dressé, à la demande d'un vendeur de

⁵ [1972] 1 All E.R. 462.

⁶ [1971] 1 All E.R. 150.

⁷ (1922), 233 N.Y. 236.

⁵ [1972] 1 All E.R. 462.

⁶ [1971] 1 All E.R. 150.

⁷ (1922), 233 N.Y. 236.

a return of the weight and furnished the plaintiff buyer with a copy. The buyer paid the seller on the faith of the certificate which turned out to be erroneous. The buyers were entitled to recover from the weighers. The certificate was held to be the very "end and aim" of the transaction and not something issued in the expectation that the seller would use it thereafter in the operations of his business as occasion might require.

The question whether third parties were protected from the negligence of accountants came before the New York Courts in *Ultramares Corp. v. Touche*, supra. The breach made in the wall of privity by *Glanzer's* case was narrowed in *Ultramares*. In that case, a company showed a balance sheet prepared by the defendants to a factor who advanced money to the company. The factor was unknown to the defendants, and Cardozo J. held that the defendants owed the factor no duty of care. Although the *Ultramares* decision has been followed widely in the United States, it has also been criticized. (See Prosser, *Law of Torts*, 4th ed., pp. 706 to 709; Hawkins, "Professional Negligence Liability of Public Accountants" (1959), 12 Vand. Law Rev. 797; Note, "Accountants' Liability for False and Misleading Statements" (1967), 67 Colum. L. Rev. 1437.) *Ultramares* has also been distinguished in a case similar to the one at bar, *Rusch Factors, Inc. v. Levin*⁸. In *Rusch*, the Court held that the plaintiff investor, who had relied on the financial statement prepared by the defendant, was actually foreseen by the defendant. Pettine J. distinguished *Ultramares* in these words (p. 91):

... There, the plaintiff was a member of an undefined, unlimited class of remote lenders and potential equity holders not actually foreseen but only foreseeable.

The *Rusch* case was followed by the U.S. Court of Appeals (4th Circuit) in *Rhode Island Hospital Trust National Bank v. Swartz*⁹. That case mentions that *Rusch* has been followed in Iowa and Minnesota.

⁸ (1968), 284 F. Supp. 85 (Dist. Ct., R.I.).

⁹ (1972), 455 F. 2d 847.

fèves, un relevé du poids et en ont donné une copie à l'acheteur demandeur. L'acheteur a payé le vendeur en se fiant au certificat qui était en fait erroné. Les acheteurs ont eu droit à un dédommagement des peseurs. Le certificat a été considéré comme «l'objet» même de la transaction et non pas comme un document établi dans l'optique d'une utilisation éventuelle par le vendeur dans le cadre de ses opérations commerciales.

Dans *Ultramares Corp. v. Touche*, précité, les tribunaux de New York ont dû déterminer si des tiers étaient protégés de la négligence de comptables. Alors que l'affaire *Glanzer* avait entamé le principe du lien de droit, l'affaire *Ultramares* marque un certain recul. Dans cette dernière affaire, une compagnie avait présenté un bilan financier préparé par les défendeurs à un commissionnaire qui lui avançait des capitaux. Les défendeurs ne connaissaient pas le commissionnaire et le juge Cardozo a conclu que les défendeurs n'avaient aucune obligation de diligence envers lui. Quoique l'arrêt *Ultramares* ait été largement suivi aux États-Unis, il a aussi ses détracteurs. (Voir Prosser, *Law of Torts*, 4^e éd., pp. 706 à 709; Hawkins, «Professional Negligence Liability of Public Accountants» (1959), 12 Vand. Law Rev. 797; Note, «Accountants' Liability for False and Misleading Statements» (1967), 67 Colum. L. Rev. 1437.) Dans *Rusch Factors, Inc. v. Levin*⁸, une affaire semblable à celle qui nous occupe, la Cour a distingué de l'arrêt *Ultramares* le problème alors en cause. Dans *Rusch*, la Cour a jugé que le défendeur avait prévu que l'investisseur demandeur se fierait à l'état financier qu'il avait dressé. Le juge Pettine a fait la distinction avec *Ultramares* en ces termes (p. 91):

[TRADUCTION] ... Dans cette affaire-là, le demandeur faisait partie d'une catégorie illimitée de prêteurs incertains et d'actionnaires éventuels qu'on ne prévoyait pas réellement mais qui étaient seulement prévisibles.

La Cour d'appel des États-Unis (4^e circuit) s'est appuyée sur l'arrêt *Rusch* dans *Rhode Island Hospital Trust National Bank v. Swartz*⁹. Dans cette affaire, on mentionne que l'arrêt *Rusch* a été suivi dans l'Iowa et au Minnesota.

⁸ (1968), 284 F. Supp. 85 (Dist. Ct., R.I.).

⁹ (1972), 455 F. 2d 847.

The case before us is closer to *Glanzer* than to *Ultramares*. The very end and aim of the financial statements prepared by the accountants in the present case was to secure additional financing for the company from Sedco and an equity investor; the statements were required primarily for these third parties and only incidentally for use by the company. In the *Ultramares* case, Touche would know that the statements were primarily for company use although they might be read in the ordinary course of business by shareholders, investors, banks and countless others.

Prosser, *Law of Torts*, 4th ed., notes at p. 707 that a duty of reasonable care has been found where a representation is made to a third person with knowledge that he intends to communicate it to the specific individual plaintiff for the purpose of inducing him to act, and that most of the courts have drawn the line there. The following question is posed, however, (p. 708):

But what if the defendant is informed that his representation is to be passed on to some more limited group, as a basis for action on the part of some one or more of them?

and the answer is in these words, (p. 709):

... where the group affected is a sufficiently small one, and particularly, as in the case of the successful bidder, only one person can be expected to suffer loss, the guess may be hazarded that the recovery will be allowed. Certificates of expert examination are intended to be exhibited, not hidden under a bushel; and a rule which denies recovery because the defendant who has provided one for such a purpose does not know the plaintiff's name, or the particulars of the transaction, has a very artificial aspect.

The approach taken in the American *Restatement of Torts* (2d) SS 552 is to permit recovery for loss suffered by the person or one of the persons for whose benefit or guidance the professional person intends to supply the information or knows that the recipient intends to supply it. A duty of care arises if the defendant accountant knows that a third party will receive his statements. This knowledge is not with regard to the specific individual, but to a limited class of which he forms a part. An explanatory note in the *Restatement* shows this:

L'affaire qui nous occupe ressemble davantage à *Glanzer* qu'à *Ultramares*. En l'espèce, l'objet véritable des états financiers dressés par les comptables était d'assurer à la compagnie l'aide financière de la Sedco et d'un investisseur de capitaux; les états avaient été demandés en premier lieu pour ces tiers et seulement accessoirement pour la compagnie. Dans *Ultramares*, Touche savait que les états financiers serviraient en premier lieu à l'entreprise, même si des actionnaires, des investisseurs, des banques et nombre d'autres personnes faisant affaire avec l'entreprise pouvaient les lire.

Dans *Law of Torts*, 4^e éd., Prosser souligne à la p. 707 qu'il existe une obligation de diligence raisonnable lorsqu'on remet un rapport à un tiers en sachant qu'il a l'intention d'en communiquer le contenu à une personne en particulier afin de l'inciter à agir; il ajoute que la plupart des tribunaux s'en tiennent à cette définition. Cependant, à la question suivante (p. 708):

[TRADUCTION] Mais qu'arrive-t-il lorsque le défendeur est averti que son rapport sera présenté à un petit groupe de personnes et qu'une ou plusieurs s'en serviront pour décider de leurs actions?

voici la réponse qu'il donne (p. 709):

[TRADUCTION] ... lorsque le groupe touché est assez restreint et, en particulier, comme dans le cas de l'enchérisseur heureux, que seule une personne risque d'enregistrer une perte, on peut se hasarder à prévoir que des dommages-intérêts seront accordés. Les certificats d'experts sont destinés à être montrés et non camouflés; il serait très artificiel de refuser des dommages-intérêts parce que le défendeur, qui a dressé un rapport dans ce but, ne connaissait pas le nom du demandeur ou les détails de la transaction.

Selon le *Restatement of Torts* américain (2d) SS 552, il convient d'accorder des dommages-intérêts pour les pertes subies par la personne ou l'une des personnes à laquelle étaient destinés les renseignements du professionnel ou par la personne à qui ce dernier savait que son client remettrait les renseignements. Il y a obligation de diligence si le comptable défendeur sait qu'un tiers recevra ses états financiers. Il n'a pas à connaître la personne en particulier, mais la catégorie restreinte dont elle fait partie. Une note explicative du *Restatement* l'explique clairement:

A is negotiating with a bank for a credit of \$50,000. The bank requires an audit by certified public accountants. A employs B & Company, a firm of accountants, to make the audit, telling them he is going to negotiate a bank loan. A does not get his loan from the first bank but does negotiate a loan with another bank, which relies upon B & Company's certified statements. The audit carelessly overstates the financial resources of A, and in consequence the second bank suffers pecuniary loss. B & Company is subject to liability to the second bank.

(See also (1969), 53 Minn. Law Rev. 1357.)

The Canadian authorities: The *Hedley Byrne* case has been considered by this Court in *Wellbridge Holdings Ltd. v. Metropolitan Corp. of Greater Winnipeg*¹⁰. Recovery for economic loss caused by negligence has been allowed in *Rivtow Marine Ltd. v. Washington Iron Works*¹¹, where Mr. Justice Ritchie said, p. 1213:

... I am of opinion that the case of *Hedley Byrne* represents the considered opinion of five members of the House of Lords to the effect that a negligent misrepresentation may give rise to an action for damages for economic loss occasioned thereby without any physical injury to person or property and apart from any contract or fiduciary relationship. ...

(See also *J. Nunes Diamonds Ltd. v. Dominion Electric Protection Co.*¹²)

In summary, Haig placed justifiable reliance upon a financial statement which the accountants stated presented fairly the financial position of the company as at March 31, 1965. The accountants prepared such statements for reward in the course of their professional duties. The statements were for benefit and guidance in a business transaction, the nature of which was known to the accountants. The accountants were aware that the company intended to supply the statements to members of a very limited class. Haig was a member of the class. It is true the accountants did not know his name but, as I have indicated earlier, I do not think that is of importance. I can see no good reason for

[TRANSLATION] A négocie un prêt de \$50,000 avec une banque. Celle-ci exige une vérification faite par des comptables agréés. A engage B & Associés, cabinet de comptables, pour qu'il procède à la vérification après lui avoir dit qu'il voulait négocier un emprunt à la banque. A n'obtient pas de prêt de la première banque, mais fait affaire avec une autre banque qui s'appuie sur les états financiers certifiés de B & Associés. La vérification n'est pas faite consciencieusement et surestime les ressources financières de A; du coup, la seconde banque subit une perte. B & Associés sont responsables envers cette dernière.

(Voir également (1969), 53 Minn. Law Rev. 1357).

Jurisprudence canadienne: cette Cour a examiné l'arrêt *Hedley Byrne* dans *Wellbridge Holdings Ltd. c. Metropolitan Corp. of Greater Winnipeg*¹⁰. Dans l'affaire *Rivtow Marine Ltd. c. Washington Iron Works*¹¹, l'indemnisation de pertes économiques causées par la négligence a été accordée et le juge Ritchie déclarait, à la p. 1213:

... je suis d'avis que l'arrêt *Hedley Byrne* représente l'avis réfléchi de cinq membres de la Chambre des lords selon lequel une déclaration inexacte faite par négligence peut donner naissance à une action en dommages-intérêts pour la perte économique qu'elle occasionne, sans qu'interviennent des blessures ou des dommages matériels et indépendamment de rapports contractuels ou fiduciaires. ...

(Voir également *J. Nunes Diamonds Ltd. c. Dominion Electric Protection Co.*¹²)

En résumé, Haig était justifié de s'en remettre à l'état financier qui, d'après les comptables, représentait équitablement la situation financière de la compagnie au 31 mars 1965. Les comptables ont dressé ces états contre rémunération dans le cadre de leur activité professionnelle. Ils devaient servir dans une transaction commerciale, dont les comptables connaissaient la nature. Ces derniers savaient que la compagnie avait l'intention de présenter les états aux membres d'un groupe très restreint. Haig en faisait partie. Il est vrai que les comptables ignoraient son nom, mais, comme je l'ai déjà dit, c'est sans importance. Je ne vois aucune raison valable de faire une distinction entre

¹⁰ [1971] S.C.R. 957.

¹¹ [1974] S.C.R. 1189.

¹² [1972] S.C.R. 769.

¹⁰ [1971] R.C.S. 957.

¹¹ [1974] R.C.S. 1189.

¹² [1972] R.C.S. 769.

distinguishing between the case in which a defendant accountant delivers information directly to the plaintiff at the request of his employer, (*Candler's* case and *Glanzer's* case) and the case in which the information is handed to the employer who, to the knowledge of the accountant, passes it to members of a limited class (whose identity is unknown to the accountant) in furtherance of a transaction the nature of which is known to the accountant. I would accordingly hold that the accountants owed Haig a duty to use reasonable care in the preparation of the accounts.

I am of the view, however, that Haig cannot recover from the accountants the sum of \$2,500 which he advanced to the company in December 1965, because by that time he was fully cognizant of the true state of affairs. It cannot be said that the sum was advanced in reliance upon false statements. Haig had the choice of advancing additional money in the hope of saving his original investment. He chose to make a further advance, but the choice was his and not one for which the accountants are liable.

I would allow the appeal, set aside the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan and reinstate the judgment of MacPherson J., subject only to disallowance of the claim of \$2,500, the whole with costs in this Court and in the Courts below.

The judgment of Martland, Judson and de Grandpré JJ. was delivered by

MARTLAND J.—I agree with the conclusion reached by my brother Dickson that, based upon the finding of the learned trial judge, which was not disturbed by the Court of Appeal, that the respondents knew, prior to the completion of the financial statement, that it would be used by Sedco, by the bank with which the company was doing business and by a potential investor in equity capital, the respondents owed a duty of care, in the preparation of that financial statement, to that potential investor (the appellant), even though they were not aware of his actual identity.

I would dispose of the appeal in the manner proposed by my brother Dickson.

le cas où le comptable défendeur remet son rapport directement au demandeur, à la demande de son employeur (arrêts *Candler* et *Glanzer*), et celui où le rapport est remis à l'employeur qui, au su du comptable, le transmet à un membre d'un groupe restreint (dont l'identité est inconnue du comptable) dans le cadre d'une transaction dont la nature est connue du comptable. En conséquence, je décide que les comptables ont envers Haig l'obligation de faire preuve de diligence raisonnable dans la préparation du bilan.

Toutefois, j'estime que Haig ne peut recouvrer des comptables la somme de \$2,500 qu'il a avancée à la compagnie en décembre 1965 parce qu'à cette époque, il en connaissait parfaitement la véritable situation financière. On ne peut alléguer qu'il a avancé cette somme en se fondant sur des états inexacts. Haig était libre d'avancer des fonds additionnels dans l'espoir de sauver son placement original. C'est ce qu'il a fait, mais c'était un choix personnel et non quelque chose dont les comptables étaient responsables.

J'accueille le pourvoi, j'infirme l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan et je rétablis le jugement du juge MacPherson, en ne faisant toutefois pas droit à la demande de \$2,500, avec les dépens devant la présente Cour et les cours d'instance inférieure.

Le jugement des juges Martland, Judson et de Grandpré a été rendu par

LE JUGE MARTLAND—Je souscris à la conclusion de mon collègue le juge Dickson. Il découle de la conclusion du savant juge de première instance, qui n'a pas été modifiée en Cour d'appel et selon laquelle les intimés savaient avant de dresser l'état financier que ce dernier serait utilisé par la Sedco, par la banque avec qui la compagnie faisait affaire et par un investisseur éventuel, que les intimés avaient une obligation de diligence dans la préparation de l'état financier en cause envers un investisseur éventuel (l'appellant) même s'ils ne connaissaient pas son identité.

Je réglerais cet appel comme l'a fait mon collègue le juge Dickson.

Appeal allowed with costs.

Solicitors for the plaintiff, appellant: Halvorson, Scheibel, Thompson & Rath, Regina.

Solicitors for the defendants, respondents: Embury, Molisky, Gritzfeld & Embury, Regina.

Appel accueilli avec dépens.

Procureurs du demandeur, appellant: Halvorson, Scheibel, Thompson & Rath, Regina.

Procureurs des défendeurs, intimés: Embury, Molisky, Gritzfeld & Embury, Regina.